

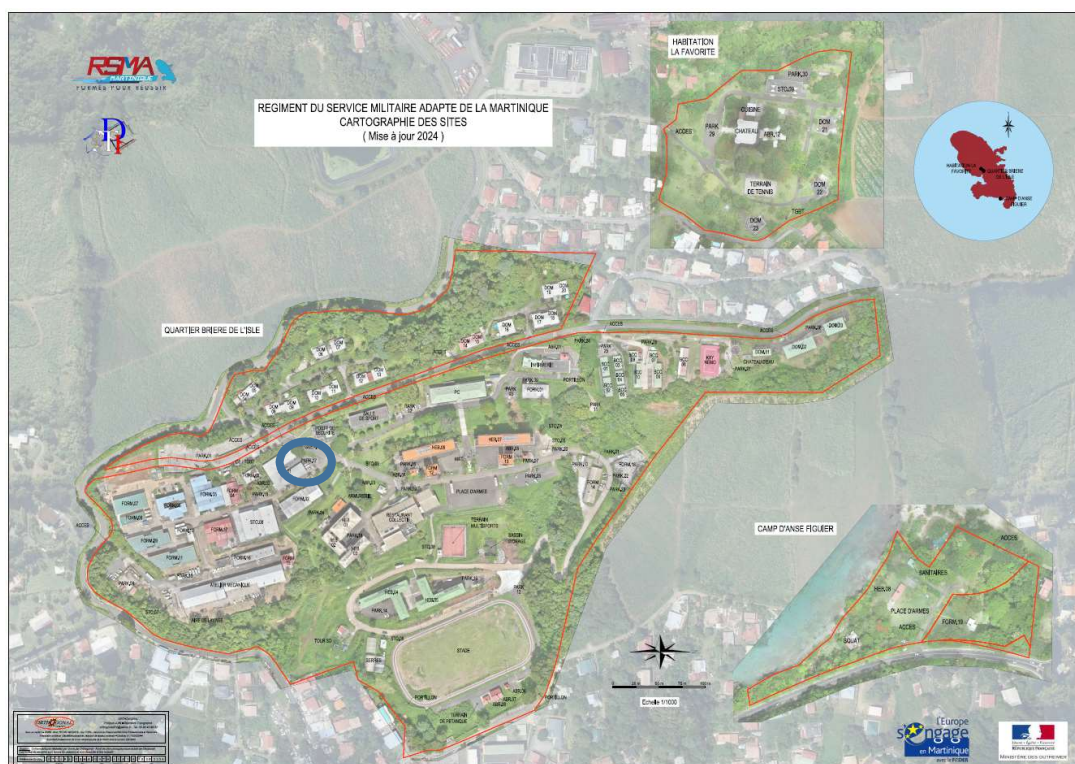
LE LAMENTIN (972) _ RSMA-Mq _ Quartier Brière de l'Isle

Poste de sécurité - Rénovation intérieure et aménagements extérieurs

01-2025 RSMA-M

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

Soumis aux dispositions des articles L2123 -1 et de R2123 -1 à R 2123-7 du
code de la commande publique



CCAP




MAÎTRE D'OUVRAGE	MAÎTRE D'OUVRAGE DELEGUE	MAÎTRE D'ŒUVRE	COORDONNATEUR SPS
 RSMA de la Martinique Chemin du Bois Neuf Gondeau 92732 Le Lamentin	 RSMA Martinique / DTI Quartier Brière de l'Isle CS 50610 97261 - Fort-de-France Courriel : cedrick.grammont@rsma-mq.com	 RSMA Martinique / DTI Quartier Brière de l'Isle CS 50610 97261 - Fort-de-France Courriel : michel.michalon@rsma-mq.com	QUALICONSLT SECURITE 17 allée des Colombes 97 224 DUCOS Courriel : samuel.silo@qualiconsult.fr

Table des matières

1	Objet du marché – dispositions générales	5
1.1	Objet du marché	5
1.2	Décomposition du marché.....	5
1.2.1	Lots	5
1.2.2	Tranches.....	5
1.3	Mesure de sécurité – confidentialité.....	5
1.3.1	Obligation de confidentialité.....	5
1.3.2	Mesures de sécurité.....	5
2	Intervenants	6
2.1	Maitre d'ouvrage	6
2.2	Maître d'œuvre.....	6
2.3	Titulaires.....	6
2.4	Formes des notifications et informations	7
2.4.1	Communication au titulaire.....	7
2.4.2	Communication du titulaire.....	7
2.5	Désignation des sous-traitants en cours de marché.....	7
2.6	Contrôle technique	7
2.7	Coordinateur des systèmes de sécurité incendie (SSI)	7
2.8	Mission sécurité et protection de la santé (SPS)	7
2.9	Ordonnancement pilotage et coordination (OPC).....	8
3	Pièces constitutives du marché.....	8
3.1	Pièces constitutives du marché	8
3.2	Langue.....	8
3.3	Pièces à délivrer au titulaire – cession ou nantissement des créances	8
4	Modalités de règlement – Variations des prix.....	8
4.1	Demandes de paiement mensuel.....	8
4.1.1	Mise en garde du titulaire.....	9
4.2	Les prix.....	9
4.2.1	Contenu des prix	9
4.2.2	Variation des prix.....	10
5	Avance	10
5.1	Modalité de calcul de l'avance.....	10
5.2	Modalité de versement de l'avance	10
5.3	Remboursement de l'avance.....	10
5.4	L'avance versée au sous-traitant.....	11
5.4.1	Calcul du montant de l'avance.....	11
5.4.2	Versement de l'avance	11

5.5	Paielement des cotraitants et des sous-traitants	11
5.5.1	Groupement : paiement des membres du groupement.....	11
5.5.2	Paielement des sous-traitants	11
6	Retenue de garantie.....	12
7	Délais d'exécution – pénalités et primes	12
7.1	Délai d'exécution des travaux.....	12
7.2	Prolongation des délais d'exécution	12
7.3	Pénalités – prime d'avance	13
7.3.1	Pénalités	13
7.3.2	Prime d'avance.....	13
7.4	Dispositif de vigilance avec e-attestations.com.....	14
7.4.1	Formes de notifications et informations.....	14
7.4.2	Obligations d'informations relatives aux titulaires	14
7.4.3	Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail.....	14
8	Modalités d'exécution du marché	15
8.1	Piquetage général.....	15
8.2	Piquetage spécial des ouvrages enterrés.....	15
8.3	Ouvrages non repérés	15
8.4	Provenance, qualité contrôle et prise en charge des matériaux et produits	15
9	Préparation et exécution des travaux	15
9.1	Période de préparation	15
9.1.1	Par les soins du maître d'œuvre.....	15
9.1.2	Par les soins du titulaire	15
9.1.3	Documents soumis au visa du maître d'œuvre	15
9.2	Echantillons - notices techniques - PV d'agrément.....	16
9.3	Plan d'exécution – note de calculs – étude de détail	16
9.4	Installation, organisation, hygiène et sécurité du chantier	16
9.4.1	Installations de chantier et lieux de dépôts provisoires.....	16
9.4.2	Mise à disposition des énergies.....	16
9.4.3	Sécurité, hygiène du chantier et mesure d'ordre	16
9.4.4	Signalisation des chantiers	17
9.4.5	Lutte contre le travail dissimulé	17
9.4.6	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .	17
9.4.7	Emploi d'explosifs.....	17
9.4.8	Travaux d'électricité.....	17
9.5	Gestion des déchets de chantier.....	18
9.6	Documents fournis après exécution des travaux.....	18
10	Contrôle et réception des travaux.....	18

10.1	Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux.....	18
10.2	Garanties particulières	18
10.2.1	Délai de garantie.....	18
10.2.2	Garantie particulière	18
11	Modification et résiliation du marché	18
11.1	Modification du marché.....	18
11.2	Résiliation du marché	19
11.2.1	Résiliation pour motif d'intérêt général	19
12	Différends, litiges - voie de recours.....	19
12.1	Différends et litiges.....	19
12.2	Voie de recours	19
12.3	Règlement amiable des litiges et des différends.....	20
13	Dérogations aux documents généraux.....	20

1 Objet du marché – dispositions générales

1.1 Objet du marché

Le Régiment du Service Militaire Adapté de la Martinique souhaite réhabiliter son poste de sécurité.

Le poste de sécurité situé à l'entrée du régiment regroupe deux services. Les travaux, objets de la présente consultation, ne concernent qu'un seul de ces deux services.

La réhabilitation du poste de sécurité comprendra principalement des travaux de voirie, de gros-œuvre, de sanitaires, d'électricité et de génie climatique.

1.2 Décomposition du marché

1.2.1 Lots

Les travaux sont répartis en deux lots, subdivisés en sections techniques :

Lot	Désignation
Lot n°1	Aménagements extérieurs
Lot n°2	Rénovation intérieure

1.2.2 Tranches

Sans objet

1.3 Mesure de sécurité – confidentialité

Les travaux faisant l'objet du présent marché intéressent la défense, le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5.3 du CCAG/Travaux (CCAG/T 2021).

1.3.1 Obligation de confidentialité

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui sont remis par le maître d'ouvrage en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

Pour des raisons de sécurité, le titulaire n'est pas autorisé à communiquer sur les travaux objet du présent marché. En particulier, l'utilisation d'éléments graphiques (photos, plans, etc.) pour présenter des références professionnelles est proscrite.

Cette obligation de confidentialité perdure indéfiniment après l'exécution du marché.

1.3.2 Mesures de sécurité

1.3.2.1 Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels participant au chantier sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le maître d'œuvre. Cette liste doit être complétée pour chaque personnel par une photocopie lisible recto verso de la carte d'identité pour les membres de la communauté européenne ou celle de la carte de séjour pour les ouvriers étrangers. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article D.1221-23 du Code du travail, le maître d'œuvre exigera à l'appui de sa liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du chantier.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis à vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre. Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

1.3.2.2 Contrôle d'accès

Tous les personnels des entreprises devront être munis d'un laissez-passer comportant une photographie et les renseignements de la carte d'identité pour les membres de la communauté européenne ou du titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des travaux.

1.3.2.3 Horaires de travail

Le titulaire devra respecter les horaires suivants :

- du lundi au samedi : 06h30 à 18h30.

Les jours fériés tant nationaux que d'usage local, et chômés, seront respectés.

1.3.2.4 Identification des salariés employés sur le chantier – port du badge

Chaque salarié présent sur le chantier (entreprise titulaire et ses sous-traitants) portera de manière apparente sa carte d'identité professionnelle sécurisée (fournie par son employeur) avec les éléments suivants :

- photo ;
- nom de la personne ;
- employeur réel (celui assurant le versement de la rémunération) ;
- qualité de salarié ou de travailleur indépendant.

2 Intervenants

2.1 Maître d'ouvrage

État – Ministère des Outre-mer.

Le chef de corps du régiment du service militaire adaptée de la Martinique.

2.2 Maître d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée par la **Direction des Travaux et de l'Infrastructure (DTI) du RSMA de la Martinique**.

2.3 Titulaires

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au maître d'ouvrage dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

2.4 Formes des notifications et informations

2.4.1 Communication au titulaire

Les ordres de services (OS) seront notifiés par le maître d'œuvre via la messagerie sécurisée PLACE et une copie sera adressée par courriel. Conformément à l'article 3.8.1 du CCAG/Travaux, le titulaire destinataire du courrier devra impérativement accuser réception par retour de mail (automatique sur PLACE à l'ouverture du pli).

Les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par la plateforme de dématérialisation de l'acheteur (PLACE), même en l'absence de consultation pendant huit jours par l'autre partie.

Conformément à l'article 3.8.2 du CCAG/Travaux, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de quinze jours, à compter de la réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

2.4.2 Communication du titulaire

2.4.2.1 Vers le maître d'ouvrage

Toutes les notifications et informations seront réalisées par le biais du profil acheteur (PLACE).

En cas de groupement, les notifications et informations seront faites au mandataire pour l'ensemble du groupement.

2.4.2.2 Vers le maître d'œuvre

Toute communication au maître d'œuvre devra être réalisée :

- soit par lettre recommandée accusé de réception ;
- soit par messagerie sécurisée PLACE.

2.5 Désignation des sous-traitants en cours de marché

Conformément à l'article L.2193-3 du code de la commande publique, le titulaire du marché peut sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution d'une partie de son marché.

Par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG/Travaux, le maître d'ouvrage notifie l'acceptation du sous-traitant au titulaire du marché ou au mandataire du groupement.

2.6 Contrôle technique

Sans objet.

2.7 Coordinateur des systèmes de sécurité incendie (SSI)

Sans objet.

2.8 Mission sécurité et protection de la santé (SPS)

La mission SPS est assurée par : QUALICONSLT, 17 allée des Colombes, 97224 DUCOS.

2.9 Ordonnancement pilotage et coordination (OPC)

Il sera assuré par le maître d'œuvre.

3 Pièces constitutives du marché

3.1 Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/Travaux, les pièces contractuelles qui constituent le présent marché sont indiquées ci-après par ordre de priorité. Ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées en cas de contradiction ou de différence entre elles :

- l'**Acte d'Engagement (AE)** et ses éventuelles annexes financières;
- le **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)** ;
- le **Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)** et ses **annexes** (dossier de plans) ;
- le **Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG/Travaux)** applicable aux marchés publics de **travaux** approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- le **Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG)** applicable aux marchés publics de travaux ;
- les **éléments de décomposition de l'offre financière** du titulaire ;
- le **mémoire technique** du titulaire ;
- les **actes spéciaux de sous-traitance (DC4)** et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

3.2 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire au maître d'œuvre et au représentant du maître d'ouvrage doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

3.3 Pièces à délivrer au titulaire – cession ou nantissement des créances

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/Travaux, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché. La copie certifiée conforme des pièces particulières constituant le marché et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion lui sera alors délivrée en unique exemplaire et gratuitement.

4 Modalités de règlement – Variations des prix

4.1 Demandes de paiement mensuel

Les comptes sont réglés mensuellement suivant les dispositions de l'article 12.1 du CCAG/Travaux.

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre sous la forme d'un projet de décompte. Ce projet de décompte établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis sa notification.

Le projet de décompte ou la facture sont adressés au maître d'œuvre par le **biais du portail chorus-pro** conformément au modèle joint au dossier de consultation ou remis lors de la première réunion de chantier. Les informations listées ci-dessous figureront obligatoirement sur le projet de décompte ou la facture **sous peine de rejet** :

- la date d'émission de la facture ;
- le numéro de la facture ;
- la raison sociale du titulaire, sa forme juridique, son capital social ;
- l'adresse du titulaire ;
- la référence de son inscription au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou au répertoire des métiers (RM) ;
- le nom du maître d'ouvrage ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ) du marché indiqué dans la lettre de notification ;
- la désignation du payeur : DRFIP Martinique ;
- la date d'exécution des travaux ;
- la dénomination précise des travaux réalisés ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer ;

La facture comporte en outre les numéros SIRET du titulaire ou le cas échéant, celui de l'établissement principal.

Les factures transmises par un autre moyen que Chorus Pro sont réputées non parvenues dans les services de l'Etat.

4.1.1 Mise en garde du titulaire

Afin d'éviter tout rejet de facture, le titulaire est invité avant envoi des factures pour paiement, à se rapprocher du maître d'œuvre, pour accord sur les travaux, quantités ou tout autre point pouvant présenter un problème.

4.2 Les prix

En complément à l'article 9.1 du CCAG/Travaux, le contenu des prix comprend entre autres toutes les sujétions d'exécution des travaux résultant du tri des déchets et de leur valorisation, comme la location et l'installation des contenants, la collecte et le transport.

Le titulaire fait réaliser à ses frais tous les échantillonnages et analyses complémentaires nécessaires à l'acceptation des déchets dans les exutoires. Toute réorientation des matériaux évacués s'effectue aux frais du titulaire.

En cas de défaillance d'un centre de valorisation ou de traitement envisagé par le titulaire, celui-ci évacue les matériaux concernés dans un autre centre (filiale équivalente) sans pouvoir exiger une quelconque plus-value et après acceptation de ladite filiale par le maître d'ouvrage.

4.2.1 Contenu des prix

Le marché est passé à prix global et forfaitaire.

Les prix du marché sont hors TVA.

Ils sont établis :

- en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels ;
- en prenant en compte l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs personnels de se conformer aux consignes et règlements édictés par le chef de corps ou d'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure de l'immeuble dans lequel les travaux seront exécutés ;
- en tenant compte des dépenses liées aux mesures de sécurités particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les travaux objets du présent marché et les activités de l'organisme utilisateur du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer.

4.2.2 Variation des prix

Les prix sont réputés fermes.

5 **Avance**

Une avance est versée au titulaire dans les conditions de l'article R2191-3 et R2191-13 du code de la commande publique.

Dès lors que le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution du marché est supérieur à 2 mois, l'option applicable pour le versement de l'avance est l'option A définie à l'article 10.1 du CCAG/Travaux.

Le titulaire peut refuser le bénéfice de l'avance.

Il indique dans l'acte d'engagement s'il renonce ou non au bénéfice de l'avance. En cochant la case « OUI », le titulaire refuse le versement de l'avance. En cochant la case « NON », le titulaire accepte le versement de l'avance.

5.1 **Modalité de calcul de l'avance**

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG/Travaux, le montant de l'avance est fixé à 10 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.

5.2 **Modalité de versement de l'avance**

Conformément à l'article R 2192-24 du CCP, le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de 30 jours à compter de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le commencement de l'exécution des travaux.

5.3 **Remboursement de l'avance**

L'avance ne constitue pas un paiement définitif par l'acheteur.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse de 65 % du montant total du marché (sans DC4).

Le remboursement complet de l'avance doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant TTC des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

En application de l'article R2193-21 du CCP, si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sur la totalité du montant du marché, sous-traite une part de ce marché en cours d'exécution, il rembourse l'avance correspondant au montant des

prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct à l'acheteur, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

5.4 L'avance versée au sous-traitant

Dès lors que le marché prévoit le versement d'une avance, les sous-traitants agréés bénéficiant du paiement direct sont également en droit d'en bénéficier sur leur demande.

Le renoncement au bénéfice de l'avance par le titulaire du marché ne fait pas obstacle à ce que ses sous-traitants en obtiennent le versement.

5.4.1 Calcul du montant de l'avance

Dès lors qu'un sous-traitant demande le paiement d'une avance, le versement de celle-ci a une incidence sur le montant de l'avance du titulaire.

L'assiette de l'avance du titulaire constitue le montant des prestations qu'il exécute en propre ainsi que le montant des prestations sous-traitées mais qui ne font pas l'objet d'un paiement direct. Elle ne comprend en revanche pas le montant des prestations sous-traitées qui font l'objet d'un paiement direct.

5.4.2 Versement de l'avance

Le versement de l'avance intervient à partir de la date de notification de l'acte de sous-traitance. Le sous-traitant veille à indiquer sur ce dernier, s'il refuse ou non le versement de l'avance.

Le montant de l'avance n'est ni révisé ni actualisé.

5.5 Paiement des cotraitants et des sous-traitants

5.5.1 Groupement : paiement des membres du groupement

La facture remise par le mandataire vaut, pour chaque membre du groupement, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui payer directement.

5.5.2 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant direct du titulaire du marché qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur est payé directement par lui pour la part du marché dont il assure l'exécution.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception de la demande de paiement pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part au sous-traitant et d'autre part au maître d'ouvrage. La demande de paiement est transmise par Chorus Pro.

Délai global de paiement :

Compte tenu du principe de responsabilité du titulaire pour l'ensemble des prestations exécutées au titre du contrat, y compris celles qu'il a sous-traitées, l'administration procède au paiement du sous-traitant dans un délai de trente jours à compter de la réception de l'accord donné par l'entrepreneur principal.

Si le titulaire du marché n'a donné aucune suite dans un délai de 15 jours à la demande de paiement de son sous-traitant, le point de départ du délai de paiement

est la date de réception par l'administration de la demande de paiement du sous-traitant, que celui-ci a lui-même transmise.

6 Retenue de garantie

Sans objet.

7 Délais d'exécution – pénalités et primes

7.1 Délai d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG/Travaux, le marché prévoit une période de préparation d'un **(1)** mois, **non comprise** dans le délai d'exécution.

Conformément au CCAG/travaux, des ordres de service déclencheront la phase préparatoire et l'exécution des travaux.

Le délai global d'exécution des travaux est de **5 (cinq)** mois à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de les commencer et à l'issue de la phase de préparation.

7.2 Prolongation des délais d'exécution

Par dérogation à l'article 18.2.1 du CCAG/Travaux, en dehors des cas prévus aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG/Travaux, la prolongation du délai d'exécution pourra également résulter d'une décision du maître d'ouvrage.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG/Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 5 jours.

L'entrepreneur dont le chantier est arrêté totalement ou partiellement, ou entravé, doit en informer immédiatement le maître d'œuvre par tout moyen écrit (message électronique...)

Les éventuelles décisions de prolongation de délais d'exécution d'un marché ne sont relatives qu'à ce seul marché. Elles ne peuvent pas concerner des travaux réalisés à l'intérieur de locaux mis hors d'eau ou hors d'air. Les journées d'intempéries ne sont prises en compte que pour la seule part des personnels dont les tâches programmées ont été impossibles du fait des intempéries.

En vue de l'application éventuelle du 3ème alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG/Travaux, et pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, le délai d'exécution est prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs des phénomènes naturels ci-après dépasse les intensités et durées limites suivantes :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Vents et tempêtes	30 m/s	Durant une rafale
Pluies et ondes tropicales	100 mm/jour	Pluie répétitive sur une période de 7 jours consécutifs avec une hauteur cumulée de

		précipitations supérieure ou égale à 100 mm durant cette période
--	--	---------------------------------------------------------------------

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météo du LAMENTIN (97200), consultables à M+1 sur le site Météo France.

En cas de cyclone, la prolongation de délai sera automatique selon le nombre de jours classés en rouge et violet.

7.3 Pénalités – prime d’avance

7.3.1 Pénalités

En accord avec l’article 19 du CCAG/Travaux, l’application des pénalités du retard s’effectuera du simple fait de la constatation du retard par le maître d’œuvre, notifié par OS.

CAUSES	PENALITES
Retard dans l’exécution des travaux	1/3000 du montant HT du marché par jour calendaire
Absence en réunion	200€ par absence
Retard en réunion	100€ par retard
Retard de transmission de documents	100€ par jour calendaire
Retard dans la communication envers les tiers	100€ par jour calendaire
Non application des mesures face aux nuisances occasionnées à des tiers – nettoyage inclus	200€ par jour et par action identifiée comme non prise
Non communication du contrat de sous-traitance	2000€ par constat
Absence aux opérations de réception et de levée de réserve	500€ par absence
Retard pour la levée des réserves	200€ par jour calendaire
Retard dans la diffusion du DOE complet (1 mois post réception des travaux)	Retenue provisoire de 5000€ + Pénalité de 100€ par jour calendaire
Non nettoyage de chantier	500€ par jour calendaire
Non-respect du PGCSPS	500€ par constat et par jour calendaire

7.3.1.1 Pénalités relatives à l’exécution de la clause sociale d’insertion

Sans objet.

7.3.1.2 Pénalités relatives à l’exécution de la clause environnementale

Sans objet.

7.3.2 Prime d’avance

Sans objet.

7.4 Dispositif de vigilance avec e-attestations.com

7.4.1 Formes de notifications et informations

Par dérogation à l'article 3.1.1, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par le biais du profil d'acheteur PLACE.

7.4.2 Obligations d'informations relatives aux titulaires

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à la raison sociale et à l'adresse du siège ;
- le capital social ou ses détenteurs ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fourni pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

7.4.3 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire est tenu au respect des lois, règlements et conventions collectives, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail.

Le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage, tous les six (6) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents prévus aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, soit :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six (6) mois ;
- son numéro unique d'identification conformément à l'article R 2143-9 du CCP ;
- le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnées à l'article L. 5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont remis par le titulaire au représentant du maître d'ouvrage.

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six (6) mois, à ce que ces dernières transmettent ces documents.

8 Modalités d'exécution du marché

8.1 Piquetage général

Le piquetage général est de la responsabilité du titulaire qui s'entourera des personnes compétentes, et des documents en possession du maître d'œuvre pour les relevés de surface.

8.2 Piquetage spécial des ouvrages enterrés

Le piquetage spécial est de la responsabilité du titulaire qui s'entourera des personnes compétentes, et des documents en possession du maître d'œuvre pour les ouvrages enterrés.

8.3 Ouvrages non repérés

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, le titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux.

8.4 Provenance, qualité contrôle et prise en charge des matériaux et produits

Sans objet.

9 Préparation et exécution des travaux

9.1 Période de préparation

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations décrites ci-dessous.

9.1.1 Par les soins du maître d'œuvre

Le maître d'œuvre :

- délivrera les autorisations d'accès au site ;
- désignera des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux ;
- désignera les moyens et installations mis à disposition ;
- approuvera le calendrier détaillé d'exécution.

9.1.2 Par les soins du titulaire

Le titulaire remettra au maître d'ouvrage le schéma d'organisation et de gestion des déchets.

9.1.3 Documents soumis au visa du maître d'œuvre

- établissement et remise au maître d'œuvre de la liste nominative des personnels, comme défini à l'article 1.4 du présent CCAP ;
- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, conformément à l'article 28.2 du CCAG/travaux ;
- établissement des projets de plans d'installation de chantier.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG/Travaux, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre.

9.2 Echantillons - notices techniques - PV d'agrément

Les échantillons, les notices techniques et PV d'agrément seront fournis sur demande du maître d'œuvre (MOE) dans un délai de 15 jours.

9.3 Plan d'exécution – note de calculs – étude de détail

Ils seront visés par le maître d'œuvre dans un délai de 15 jours maximum, prévu au titre de l'opération.

9.4 Installation, organisation, hygiène et sécurité du chantier

9.4.1 Installations de chantier et lieux de dépôts provisoires

Il est mis à la disposition gratuitement de l'entrepreneur, un emplacement pour l'installation de chantier et les dépôts de déchets selon les dispositions du PGCSPS et soumis à validation du PIC par le CSPS et le MOE.

Les emplacements mis à disposition gratuitement pour installations de chantier doivent être remis en état en fin de travaux avant l'expiration du délai d'exécution. Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par l'entrepreneur.

9.4.2 Mise à disposition des énergies

- eau : mise à disposition à la charge du maître d'ouvrage ;
- électricité : branchement chantier sur armoires de proximité.

Outre les facilités dont bénéficiera le titulaire pour l'installation de ses chantiers, le maître de l'ouvrage ne fournira aucune autre prestation.

9.4.3 Sécurité, hygiène du chantier et mesure d'ordre

A - Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

B - Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé conformément au plan général de coordination.

Il doit par ailleurs donner suite aux décisions prises par le maître de l'ouvrage suite aux observations formulées par le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé en phase réalisation.

En cas d'urgence ou de danger et en l'absence du maître d'ouvrage, le coordonnateur SPS se substitue à celui-ci pour exercer les dits pouvoirs, et notamment arrêter le chantier et faire prendre aux entreprises concernées les mesures conservatoires qu'il juge nécessaires.

Le coordonnateur SPS, en cas d'anomalie constatée, procédera de façon progressive, à une remarque verbale, à une remarque écrite, à l'entreprise fautive

avec copie au maître de l'ouvrage. Si le problème persiste, à une remarque en réunion de chantier avec mention dans le registre journal en cas d'absence de réaction, puis à une demande d'arrêt partiel ou total du chantier aux frais et risques du contrevenant adressée au maître de l'ouvrage avec mention dans le registre journal.

9.4.3.1 Mise en sécurité du chantier en cas de cyclone

Dès la phase de pré-alerte, l'entrepreneur prendra toutes les dispositions nécessaires afin de pouvoir procéder à la mise en sécurité du chantier dès le déclenchement de la phase d'alerte. Cette mise en sécurité concernera l'ensemble du chantier et notamment :

- arrimage des installations de chantiers et des éventuels locaux provisoires ;
- sécurisation des zones de stockage des matériels et matériaux ;
- sécurisation des dépôts provisoires de matériaux et matériels en attente d'évacuation ;
- sécurisation des zones de chantier.

9.4.4 Signalisation des chantiers

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur les chaussées du domaine militaire sera réalisée par l'entrepreneur sous le contrôle de l'autorité militaire, et celle dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée par l'entrepreneur sous le contrôle du service lui ayant passé la commande.

9.4.5 Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par le personnel accomplissant, dirigeant ou organisant les travaux sous sa direction ou dans le cadre d'un contrat de sous-traitance, dans l'enceinte du chantier et en permanence, sa carte d'identité professionnelle sécurisée.

9.4.6 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG/Travaux sont seules applicables.

9.4.7 Emploi d'explosifs

L'emploi des explosifs est interdit.

9.4.8 Travaux d'électricité

Les personnels de l'entreprise utilisant les travaux d'électricité doivent :

- détenir le recueil U.T.E.C. 18-510 lorsqu'ils exercent les fonctions de responsables de consignation de travaux ou d'intervention ;
- être en possession des habilitations annuelles requises délivrées en fonction de leur qualification ;
- procéder à l'affichage des consignes de sécurité propres au lieu d'intervention.

9.5 Gestion des déchets de chantier

Conformément aux articles 36.1 et 36.2 du CCAG travaux, aux fins de contrôle et de suivi, le titulaire assure la traçabilité des déchets.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office vers des filières de valorisation, à ses frais.

Concernant le retraitement des menuiseries et éléments vitrés, l'entreprise peut livrer elle-même les menuiseries intègres à un démonteur / préparateur de matière ou organiser une collecte sur chantier avec un partenaire. Dans tous les cas, le titulaire demeure responsable de l'intégrité des menuiseries, jusqu'au point de démantèlement. Il s'assurera donc que ce transport (y compris chargement, sanglage et déchargement) garantit l'intégrité des menuiseries collectées en vue de leur déchargement manuel. Les moyens de transport seront précisés dans la remise de l'offre.

9.6 Documents fournis après exécution des travaux

Conformément à l'article 40 du CCAG/Travaux, le titulaire remet au maître d'œuvre, au plus tard le jour de la réception, le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE).

Le retard ou l'absence de remise de la totalité de ces documents fera l'objet d'une réception sous réserve et entraînera l'application de la retenue fixée à l'article 7.3 du présent CCAP.

Le marché sera soldé à l'expiration du délai fixé par le maître d'ouvrage pour la levée des réserves.

10 Contrôle et réception des travaux

10.1 Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages décrits et listés dans les documents particuliers du marché, sont à la charge du titulaire.

10.2 Garanties particulières

10.2.1 Délai de garantie

Le délai de garantie est d'un an à compter de la date d'effet de la réception, sauf prolongation décidée conformément à l'article 44.2 du CCAG/Travaux.

10.2.2 Garantie particulière

Sans objet.

11 Modification et résiliation du marché

11.1 Modification du marché

Le marché peut être modifié dans les cas mentionnés aux articles R 2194-1 à 10 du CCP.

11.2 Résiliation du marché

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 50 du CCAG/Travaux, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3, R. 2143-6 à 10 et R. 2143-16 du CCP peut entraîner la résiliation du marché par décision du maître d'ouvrage, signataire du marché, aux frais et risques du déclarant.

En complément de l'article 50.3.1 du CCAG/Travaux, le marché peut être résilié pour faute du titulaire dans le cas où les exigences environnementales rendues contractuelles ne seraient pas respectées.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du Travail conformément à l'article R 2143-8 du CCP, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

En complément de l'article 50.3.1 du CCAG/Travaux, le marché peut être résilié pour faute du titulaire dans le cas où les exigences environnementales rendues contractuelles ne seraient pas respectées.

11.2.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG/Travaux, lorsque le représentant du maître d'ouvrage résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire ne peut prétendre à une indemnité de résiliation.

En revanche, le titulaire a droit à être indemnisé des frais et investissements engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, sous réserve qu'il apporte toutes les justifications.

12 Différends, litiges - voie de recours

12.1 Différends et litiges

Les différends et litiges sont réglés conformément aux dispositions de l'article 55 du CCAG/Travaux.

12.2 Voie de recours

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de la MARTINIQUE

12 rue des citronniers

Plateau Fofo

97233 SCHOELCHER

Délais d'introduction des recours :

- à compter de la date de publication de l'avis d'appel public à la concurrence et avant la signature du marché (référé précontractuel, article L. 551-1 du code de justice administrative) ;
- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision attaquée (recours pour excès de pouvoir, article R. 421-1 du code de justice administrative pouvant être assorti d'une demande de référé suspension, article L. 521-1 du code de justice administrative) ;
- recours de plein contentieux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont rendues publiques la conclusion du contrat et des modalités de sa conclusion. Ce recours peut être assorti d'une demande de référé suspension article L. 521-1 du code de la justice administrative.

12.3 Règlement amiable des litiges et des différends

Tout litige ou différend survenant à l'occasion de l'exécution d'un marché ou d'un accord-cadre peut être soumis par l'opérateur économique titulaire au service acheteur. La réglementation de l'Achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits et préconise le recours à la médiation.

Une réclamation doit être envoyée par l'opérateur économique titulaire au maître d'ouvrage et adressé en copie à la cellule achats dans les meilleurs délais, ceci sous pli recommandé ou via courriel avec accusé de réception ; elle expose les motifs du désaccord et indique, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Suite à cette demande, le maître d'ouvrage est tenu d'y répondre dans les 15 jours sauf si l'affaire nécessite une investigation approfondie. Dans ce cas, le maître d'ouvrage est tenu d'émettre une réponse d'attente à l'opérateur économique mentionnant le délai de réponse prévisible. Sauf stipulation contractuelle contraire, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois à compter de la date de réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet de la réclamation.

Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse peut être engagée.

Passé ce délai de 6 mois, le titulaire est considéré comme ayant renoncé à tout recours contentieux sur le fondement de son mémoire de réclamation.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de passer ultérieurement avec le titulaire un marché négocié sans publicité et sans mise en concurrence pour des prestations similaires en vertu de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

13 Dérogations aux documents généraux

N°articles de la présente consultation	DESIGNATION	DEROGE
2.5	Désignation des sous-traitants	article 3.6.1.2 du CCAG Travaux
3.1	Pièces constitutives du marché	article 4.1 du CCAG Travaux
3.3	Cession ou nantissement des créances	article 4.2 du CCAG Travaux

5.1	Modalité de calcul d'avance	article 10.1 du CCAG Travaux
7.1	Délai d'exécution des travaux	articles 28.1 du CCAG Travaux
7.2	Prolongation des délais d'exécution	article 18.2.1 du CCAG Travaux
7.4	Notifications	article 3.1.1 du CCAG Travaux
11.2.1	Résiliation	article 50.4 du CCAG Travaux